



Synthèse réunion visio SNEP-SUAPS du Jeudi 4 juin 2020

Faisant suite à l'introduction du SNEP-FSU sur l'analyse du contexte (cf. le fichier joint), les prises de paroles se sont, dans un premier temps, centrées sur la manière dont les collègues se sont emparés de la « continuité pédagogique » durant le confinement.

L'ensemble des SUAPS a proposé du **contenu en distanciel**. Des cours en direct, des rendez-vous quotidiens (1/2h chaque jour), des chaînes Youtube, des tutoriels ont permis de « garder le lien » avec les étudiant.es et personnels. Néanmoins, en fonction des spécialités enseignées, des collègues n'ont pas pu proposer de contenu en lien avec leur APSAE (quid du distanciel dans les sport-co ou de combat ou en APPN ?). La grande majorité des propositions de *temps-d'activité-confinement* s'est réalisée autour **d'activités individuelles d'entretien physique et de relaxation** (fitness, musculation et bien être). Il est à noter que les étudiant.es ont apprécié ces possibilités de pratiques dirigées mais que l'intérêt des premiers cours s'est assez vite dégonflé. Il n'y a pas eu de persistance de l'engagement.

La question politique de l'orientation des cours vers le distanciel est alors discutée. Les injonctions ministérielles et des Présidences à développer ce type d'enseignement, en cas de Plan B mais, aussi, en tant que plan A relève d'une **intention politique** que l'on doit critiquer et combattre. Résolument ancré dans une logique de réduction des dépenses publiques, on tente de nous faire croire que l'enseignement 2.0 serait l'avenir de l'Université. Or sous couvert d'un intérêt pédagogique se cache une **logique budgétaire**. Le besoin du lien pédagogique réel a été rappelé par les collègues. Il n'y a pas, dans l'enseignement des APSAE de plus-value, de bonification à enseigner en distanciel. C'est une **dégradation de l'acte d'enseigner**. Il y a chez les participants une volonté de retrouver le face à face pédagogique, l'interaction directe est souhaitée. Il faut rompre avec l'isolement. Quitte à ce qu'il soit dégradé, les collègues préfèrent un cours à effectif réduit en plein-air plutôt qu'une visio à 50. L'urgence est de retrouver les étudiant.es dans les installations tant le décrochage et la **précarité physique** sont importants.

A aussi été abordé un point sur les heures effectuées, non effectuées, payées, non payées... Les situations semblent très hétérogènes :

- Toutes les heures du prévisionnel (HC comprises, Titu et non titu) payées à Univ Dauphine, Grenoble et d'autres...
- Toutes les heures du prévisionnel payées sauf stage et compétitions non faites à Univ Pau
- Les 384h payées auxquelles s'ajoute un calcul d'un % des HC prévisionnelles à Univ Rennes.
- Pour les vacataires seules les heures effectuées au S2 seront payées à Univ Toulouse3
- Arrêt des HC à la date du 16 mars pour les titulaires et arrêt de paiement des vacataires à Univ Aix Marseille.

Mais rappelons que pour les titulaires donc fonctionnaires, nous sommes payés tous les mois en fonction de notre indice quelles que soient les heures réglementaires effectuées. Si le

fonctionnaire ne peut pas faire ses 384h annuelles réglementaires liées au décret Lang car non volontaires de sa part (et hormis bien sur les congés maladies, maternité, formations, ...), bref un sous service non de son fait, il ne peut subir aucun retrait de salaire ni d'heures à récupérer l'année d'après.

Plusieurs interventions ont pointé le risque que les SUAPS deviennent une variable d'ajustement budgétaire (CEVEC et concurrence avec les CROUS) mais aussi pédagogique par l'éviction des UE, des maquettes. Cette période de crise poussant les Universités à aller à « l'essentiel », les fondamentaux...

Malgré les améliorations de la situation épidémiologique, les services sont majoritairement fermés. Néanmoins, le souhait est de rapidement retrouver le chemin des réunions en face à face et de la réouverture des services dans le respect des mesures sanitaires.

La ligne défendue par une grande partie des intervenant.es est celle d'une réouverture complète en septembre et si ce n'est pas envisageable celle de concevoir un plan B en souhaitant « maintenir au maximum le présentiel, quitte à s'adapter sur des modalités de pratiques contraignantes **et innovantes aussi par ailleurs** ».

Pour conclure nous retenons l'idée d'une nouvelle réunion nationale **en visio que nous proposons le mardi 30 juin après-midi dans un format plus court (2h- 2h30) et plus convivial avec les vidéos de chacun.e actives** et où nous **approfondirions 3 thèmes** :

1. La CEVEC
2. Plan A, Plan B, Plan C où en est-on ?
3. La logique des blocs de compétences et les UE

Fraternellement.

Pour le SNEP-FSU national

samuel.lepuissant@orange.fr et pascal.anger@snefpsu.net